



Florence de Lussy (dir.)

## Hommage à Alexandre Kojève Actes de la « Journée A. Kojève » du 28 janvier 2003

Éditions de la Bibliothèque nationale de France

---

# Le conseiller du prince

Raymond Barre

---

DOI : 10.4000/books.editionsbnf.385  
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque nationale de France  
Lieu d'édition : Paris  
Année d'édition : 2007  
Date de mise en ligne : 19 mars 2014  
Collection : Conférences et Études  
ISBN électronique : 9782717725957



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

BARRE, Raymond. *Le conseiller du prince* In : *Hommage à Alexandre Kojève : Actes de la « Journée A. Kojève » du 28 janvier 2003* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque nationale de France, 2007 (généralisé le 21 avril 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/editionsbnf/385>>. ISBN : 9782717725957. DOI : 10.4000/books.editionsbnf.385.

---

# Le conseiller du prince

**Raymond Barre**

Je voudrais d'abord vous remercier de m'avoir invité à cette journée consacrée à Alexandre Kojève. J'ai accepté de venir avec beaucoup de modestie, car si j'ai eu la grande chance de rencontrer Alexandre Kojève de 1948 à 1950 et de travailler avec lui, je ne suis pas un philosophe et je serais incapable de me livrer à des commentaires aussi profonds que ceux de mon collègue et ami, M. François Terré. Ce sont donc plutôt des souvenirs personnels que je voudrais vous présenter. En même temps je souhaite montrer comment Alexandre Kojève a joué un rôle exceptionnel d'inspirateur, d'éminence grise vis-à-vis de la politique économique française depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à sa mort, en 1968, à Bruxelles.

## Souvenirs personnels

J'ai rencontré Alexandre Kojève en 1948 lorsqu'en préparant l'agrégation de sciences économiques, j'ai trouvé ma « matérielle », comme on dit, dans un poste de chargé de mission à la direction des Relations économiques extérieures (DREE). À cette époque, Alexandre Kojève est lui aussi chargé de mission. Car figurez-vous qu'il a commencé à travailler comme interprète, puis devint chargé de mission. Alexandre Kojève n'a jamais eu de statut formel, de statut brillant, comme en ont généralement des hommes de sa qualité dans l'administration française. Je me rappelle qu'il y eut des démêlés juridiques difficiles pour pouvoir régulariser sa situation et le remercier ainsi de tous les services qu'il avait rendus à la France.

J'ai donc été amené, comme chargé de mission, à accompagner Alexandre Kojève à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui avait été créée une année auparavant et dont les responsabilités étaient importantes, puisqu'il s'agissait pour les pays d'Europe occidentale de se réunir afin de répondre aux États-Unis qui venaient de décider par l'aide Marshall de permettre la reconstruction de l'Europe. L'ensemble des pays européens s'étaient regroupés pour faire valoir leurs intérêts et aussi, surtout, pour bénéficier de la manne que représentaient les milliards de dollars déversés par les États-Unis. C'est donc à cette période que j'ai eu l'occasion de voir Alexandre Kojève travailler et d'apprendre à ses côtés la manière de faire face aux méandres des négociations internationales. J'ai aussi eu la chance de connaître ce que j'appellerais le cercle kojévien.

J'ai partagé à la DREE le bureau de M<sup>me</sup> Anne Weil, la femme du grand philosophe Éric Weil, lequel préparait à cette époque sa thèse qui sera son livre *Logique de la philosophie*. Éric Weil devra beaucoup à Alexandre

Kojève. Ce philosophe allemand avait quitté Berlin en 1933. Il s'était installé à Paris et vivait difficilement à Clamart avec sa femme et sa belle-sœur. M<sup>me</sup> Weil, contractuelle à la DREE, assurait en quelque sorte la vie du ménage et j'ai conservé avec elle, pendant de nombreuses années, jusqu'à sa mort, des relations très amicales. Et puis, il y a eu Robert Marjolin, qui était secrétaire général de l'OECE, économiste, professeur agrégé des facultés des sciences économiques et auquel je devais succéder comme vice-président de la Commission économique européenne. Par ailleurs, il y avait les deux autres éléments du fameux trio :

– D'abord Bernard Clappier qui en 1953 était directeur des Relations économiques extérieures et avec lequel j'ai beaucoup travaillé quand il devint gouverneur de la Banque de France, surtout pendant la période 1976-1979, où comme gouverneur de la Banque de France, il m'apporta un concours exceptionnel face aux problèmes monétaires auxquels j'avais à faire face ;

– Puis Olivier Wormser, l'ami, l'ami intime d'Alexandre Kojève, un esprit d'ailleurs assez proche de celui de Kojève, un négociateur redoutable. Tous les deux jetaient une sorte de terreur dans les conférences internationales, lorsqu'ils se présentaient au titre de la délégation française. Je reviendrai tout à l'heure sur la méthode de Kojève. Après avoir été directeur des Relations économiques au Quai d'Orsay, Olivier Wormser alla à Moscou comme ambassadeur, puis revint à Paris, où il fut gouverneur de la Banque de France, avant de se rendre comme ambassadeur à Bonn. Olivier Wormser était certainement l'homme le plus proche de Kojève d'un point de vue intellectuel. Alors que Clappier était un esprit méthodique, assez carré, si vous me permettez l'expression, Wormser possédait une ingéniosité intellectuelle qui ne pouvait que s'accorder avec l'ingéniosité intellectuelle de Kojève.

Voilà le trio. Ce trio a joué un rôle considérable dans la politique de la France de 1950 jusqu'à 1960. Kojève a continué ensuite à avoir une grande influence lorsque le trio s'est séparé, parce que les postes qu'ils occupaient étaient très différents, n'étant plus comme auparavant concentrés sur la politique économique internationale de la France. Toutefois, malgré leur séparation, les uns et les autres n'ont jamais perdu la grande considération et l'amitié qui existaient entre eux. J'ai souvent parlé avec Marjolin, avec Clappier, avec Wormser, de la période Kojève et je sais quelle était l'importance qu'ils attachaient à ses recommandations, ses vues, à ses suggestions qui apparaissaient dans le cours d'une négociation et qui permettaient de mieux défendre les intérêts du pays.

Mais qui était Alexandre Kojève ?

La question se pose, car l'homme était élégant d'apparence, avec un charme slave indiscutable, un regard pénétrant derrière des yeux plissés, ironique, parfois sarcastique, avec, dirais-je aussi, un certain goût de la provocation. C'est ce qui déconcerta Raymond Aron. Or, il n'était pas

facile de déconcerter Raymond Aron, que j'ai bien connu. Raymond Aron, qui considérait Alexandre Kojève comme le plus grand philosophe de notre temps, n'a jamais pu comprendre les propos politiques de Kojève, notamment à l'égard du stalinisme et de la Russie soviétique. Je pense qu'Alexandre Kojève, s'amusait un peu à dire à Raymond Aron qu'il était stalinien de stricte observance. Raymond Aron a écrit à propos de lui : « Était-il sincère ou plus précisément, en quel sens était-il sincère ? »

Que la Russie peinte en rouge soit gouvernée par des brutes, Alexandre Kojève ne le niait pas en privé. Restait-il en lui un patriotisme russe caché et rationalisateur ? Je n'en doute pas. Je crois que sur ce point, Raymond Aron a raison. Au-delà des vicissitudes de la politique en Russie, Alexandre Kojève était profondément attaché à son pays et voyait dans l'expérience soviétique, stalinienne, un redressement de l'économie de son pays, un renforcement de cette grande nation, même s'il était loin, à mon sens, de partager les idées politiques qui sévissaient à cette époque en Russie.

« Tout être humain a plusieurs facettes, il montre tantôt l'une tantôt l'autre », écrivit Robert Marjolin. Selon l'interlocuteur et la situation, Alexandre Kojève a montré beaucoup plus de facettes que les autres personnes que j'ai connues dans ma vie. Quand il se faisait passer pour la conscience de Staline, entre guillemets, je me demande si ce propos constituait une partie du jeu dans lequel il se complaisait. Je suis sûr que oui. Le jeu, le mot est très important. Je n'oublie pas ce qu'Alexandre Kojève m'a dit un jour : « La vie humaine est une comédie. Il faut la jouer sérieusement. » Mais Marjolin conclut : « Je ne sus jamais qui il était réellement. » Olivier Wormser pense que Kojève était un homme de droite, très différent par conséquent, au fond de lui-même, de l'homme qui pouvait émettre des propos sarcastiques de temps à autre et répéter son adhésion profonde à la politique de Staline. Mais là aussi, c'est un autre diplomate, François Valéry, le fils de Paul Valéry, qui a été représentant de la France à l'OCDE qui écrit : « S'il n'était pas un homme de droite, il n'était certainement pas un homme de gauche. » Au-delà de cela, qui était-il ? Je ne pense pas être en mesure de répondre. Je ne l'ai jamais déchiffré, tout en ayant l'impression que nous pouvions avoir un contact très heureux avec lui. Montrait-il juste la surface de ce qu'il était ou pas ? Je n'en sais rien.

Autrement dit, Alexandre Kojève était énigmatique et c'était là à mon sens une grande partie de son charme. Mais quand nous nous demandons qui était Alexandre Kojève, je crois que la réponse est simple. Elle vous décevra sans doute. Il était Alexandre Kojève. Or, cela signifiait beaucoup quand on voyait l'homme et quand on était à ses côtés.

## Kojève comme conseiller du prince

Je voudrais vous dire quelques mots maintenant de Kojève comme conseiller du prince. Alexandre Kojève entre à la DREE (direction des Relations économiques extérieures) en 1945, à la DREE, dirigée par Robert

Marjolin, qui le recrute en raison de sa connaissance de l'allemand et du russe. C'est la raison pour laquelle il occupe d'abord un poste d'interprète puis de chargé de mission sous contrat. Sa position est indépendante de la hiérarchie en vigueur. Il a un bureau à la DREE, il est consulté par le directeur, le directeur adjoint, il n'a aucune position administrative reconnue, mais il suit les négociations que la France mène à cette époque au sein de l'OECE, l'Organisation européenne de coopération économique, avec ses principaux partenaires européens. Sa tâche principale consiste à participer au Comité des échanges créé par l'OECE et c'est là que je l'accompagne. Le Comité des échanges avait pour but de favoriser la renaissance des échanges entre les économies européennes qui avaient été détruites pendant la seconde guerre mondiale et de favoriser la restauration de ces économies et le développement des échanges de produits et de services. Les Américains avaient décidé d'aider les pays à faire face aux déficits de leurs balances de paiement par les dollars de l'aide Marshall. Au comité des échanges, la tâche des délégations était d'apporter les documents qui permettraient d'aboutir à la répartition des dollars entre les pays. Je me souviendrai toujours, alors que je me trouvais à côté de Kojève et que la position française, les chiffres français, les documents français, avaient été exposés, de cette dame anglaise, typiquement anglaise, qui présidait le Comité des échanges et qui à la fin des présentations se borna à dire très simplement : *I think that there are two sorts of statistics : true statistics and latin statistics...* C'était une atmosphère très conciliante, mais où chacun essayait à l'époque de présenter sous les formes les plus avantageuses le dossier de son pays, afin d'obtenir les dollars dont celui-ci avait tant besoin. Alexandre Kojève était excellent dans cette négociation et il avait toujours des idées qui déconcertaient les autres délégations. Il était respecté, il était estimé, mais il avait un don extraordinaire de présenter des arguments qui jetaient la confusion dans les autres délégations, lorsqu'il s'agissait de traiter un dossier. Lorsque la confusion était très grande, il apparaissait avec une nouvelle idée autour de laquelle il avait des chances de rassembler les divers esprits.

Alexandre Kojève s'occupa ensuite de l'Union européenne des paiements qui était en préparation. Il ne s'agissait pas simplement de faciliter les échanges. Il s'agissait aussi de revenir à une stabilité monétaire plus grande en Europe et en particulier, grâce à une Union européenne des paiements où les déficits et les excédents des pays membres de l'OECE auraient pu trouver une compensation. À ce sujet, je me souviendrai toujours de cette veille de week-end, c'était la veille du week-end de Pentecôte, où il me fit venir et me dit : « Voilà, nous avons mardi une réunion pour l'Union européenne des paiements. Je veux que vous me fassiez une note là-dessus. Recherchez-moi dans l'histoire économique des expériences qui pourraient être utiles pour discuter de ce dossier. » À la veille de la Pentecôte, je me suis plongé pendant deux jours dans tout ce que j'avais comme documents et je lui ai fait une note que je lui ai remise le mardi matin. Il l'a lue. Il m'a dit : « C'est bien, je vais la porter au directeur des

Relations économiques extérieures. » Il revint dans l'après-midi, me fit appeler et me dit : « Voilà votre note, le directeur est très intéressé, mais il y a cinq pages. C'est trop long. Faites-m'en deux pages. Dans le cas contraire, ce ne sera pas lu. » J'allais donc me livrer à un nouvel exercice pour avoir deux pages de notes sur une question qui était extrêmement complexe. Et je revins avec une note de deux pages. Alexandre Kojève l'apporta au directeur qui lui dit : « Je vais la montrer au ministre. Mais deux pages c'est trop. Le ministre ne la lira pas. » Et je me suis retrouvé dans la nécessité d'écrire deux condensés en une page et demie. Et bien, ce fut l'expérience la plus utile que j'aie eue dans toute ma vie professionnelle. Je me suis rendu compte à ce moment-là que nous pouvions expliquer clairement des idées fondamentales sans avoir un luxe d'écriture ou de parole.

Mais le grand intérêt de Kojève était le GATT, l'organisation de Genève, le General Agreement of Tax and Trade. Kojève avait été l'un des négociateurs de la charte de La Havane qui au lendemain de la seconde guerre mondiale devait établir un ordre commercial international. Il y était très attaché. Mais comme vous le savez, si tous les pays ratifièrent la charte, le Sénat américain refusa de le faire, car le Gouvernement américain aurait dû se soumettre à des règles et par conséquent, exécuter des choses qu'il n'avait pas lui-même décidées. Nous réussîmes à faire passer l'Accord général sur les tarifs et sur le commerce international en sauvegardant les principaux principes de la charte de La Havane et le GATT a eu une très grande influence, car il a permis progressivement la libération des échanges entre des pays qui étaient, dans les années 1948-1950, tous enfermés dans des barrières protectionnistes. Alexandre Kojève a suivi avec beaucoup d'intérêt les travaux du GATT. Il était très intéressé par le problème de l'élargissement des marchés et au moment où il suivit les affaires du GATT, il rendit de grands services dans le cadre de la négociation du traité de Rome et de la mise en place du Marché commun. Comme vous le savez, le Marché commun procéda à des étapes de réductions des contingents et des droits de douane. C'était l'idée de Kojève qu'il fallait aller progressivement vers l'ouverture des marchés avec des listes communes de produits que les pays pourraient échanger librement, cette libération devant intervenir de façon simultanée. C'est ce que nous retrouvons dans les étapes du traité de Rome. Nous avons prévu que pendant dix ans, nous baisserions les droits de douane et nous procéderions à la libération des mêmes produits à l'intérieur de la même communauté. La méthode a fini par aboutir à ce que nous réalisons le Marché commun en 1968, un an avant la date qui avait été prévue par le traité.

Alexandre Kojève s'intéressait également beaucoup aux pays en développement. Son idée était qu'il fallait aider les pays en développement de telle sorte que ces pays puissent avoir des marchés. Il trouvait que les variations des prix des matières premières sur le plan international mettaient les pays en développement dans l'incapacité de faire face à un développement continu des échanges et il était partisan que les pays développés élèvent régulièrement les prix des matières premières. C'était l'une de ses préoccupa-

tions majeures. Je ne crois pas que cette idée était éloignée de ce qui a été fait dans les accords qui ont été passés par les pays du Marché commun avec leurs territoires d'outremer. Ces accords ont apporté une stabilisation des prix à ces pays, qui a été utile à leur développement. Alexandre Kojève était méfiant au sujet de l'action des Nations Unies à l'égard des pays dépendants et il pensait que les pays européens devaient, pour mener leurs actions, constituer une base sûre d'aide aux pays en développement.

Ainsi se constituerait, à son avis, l'Europe économique à laquelle il aspirait. Pour lui, le but des stratèges européens était de parvenir à empêcher que les États-Unis ne confisquent les projets présentés à l'époque au seul profit d'eux-mêmes. Il fallait en revanche que l'Europe s'efforce de prendre en main ces projets pour éviter la prépondérance des capitaux américains. Je disais tout à l'heure quelle était la méthode de Kojève. Il y a une idée de base chez Kojève à cette époque, à savoir que la France donne une impression irrésistible de faiblesse économique et financière en raison de son protectionnisme. Il constate ce que nous avons toujours constaté dans les négociations internationales, c'est-à-dire qu'à un moment donné, tous les partenaires de la France s'arrangent entre eux pour que la responsabilité de l'échec soit imputable à la France, à sa mauvaise volonté, et à son incapacité à faire face aux propositions qui sont présentées, notamment en matière d'ouverture des marchés. Alexandre Kojève craignait qu'à cette occasion, l'Allemagne puisse s'ériger en championne de l'Europe en professant un dynamisme ouvert à toutes les initiatives libérales et que l'Angleterre, bien entendu, se joigne à l'Allemagne pour retrouver l'inspiration qui était celle de l'ouverture du marché proposée par les États-Unis. Pour avoir vécu cette période, je peux vous dire que ce que j'exprime actuellement n'est nullement une fabulation.

La grande difficulté de la négociation internationale pour la France, et cela ne se limite pas simplement à cette époque, c'est de faire en sorte que les partenaires ne se regroupent pas à l'encontre de ses propres intérêts. Alexandre Kojève avait une idée simple pour remédier à cela. Il fallait éviter le succès anglo-germanique. Alors, disait-il, « la France doit montrer de façon évidente sa bonne foi et sa résolution en faisant de la surenchère ». Je vous ai expliqué tout à l'heure comment il jetait la confusion dans les discussions au sein des Comités auxquels il participait au titre de la Délégation française. Mais il avait également cette idée qu'il fallait faire de la surenchère et qu'en faisant une surenchère libérale, par l'annonce d'une mesure libérale particulièrement importante, la France pourrait se montrer capable de résister aux oppositions qui se manifesteraient et retourner la situation en sa faveur. Ce que je dis là montre pourquoi j'ai conservé un souvenir particulier, dans la suite de mes responsabilités, des enseignements que j'avais pu tirer en travaillant aux côtés de Kojève.

## Esquisse d'une doctrine de la politique française

Mais au-delà, je voudrais attirer votre attention sur un texte de Kojève que j'ai souvent médité. Écrit en 1945, ce document est intitulé *Esquisse d'une doctrine de la politique française*. Quand nous relisons ce papier, à la lumière de ce que nous avons vécu depuis qu'il a été écrit, à la lumière de l'évolution de l'Europe, des États-Unis, des problèmes qui se sont posés au cours des soixante dernières années, nous ne pouvons être que très intéressés par la vision de Kojève. Il écrit donc en 1945 : « Deux dangers guettent la France dans le monde d'après-guerre. [...] Le danger immédiat est le danger allemand qui est non pas militaire, mais économique et politique. » L'autre danger que court la France est celui « d'être entraînée dans une troisième guerre mondiale et d'y servir à nouveau de champ de bataille ».

La politique française, tant extérieure qu'intérieure, se trouve en présence de deux tâches d'importance primordiale qui déterminent pratiquement toutes les autres. D'une part, il s'agit d'assurer, dans toute la mesure du possible, la neutralité effective de la France au cours d'une éventuelle guerre entre Russes et Anglo-Saxons. Vous retrouverez là la crainte qui était celle que le général de Gaulle avait exprimée sous le titre : *Détente, entente et coopération*. Par ailleurs, du fait que la France, disposant de l'arme nucléaire, était capable d'adopter une attitude indépendante dans les rapports entre les deux blocs qui existaient à l'époque, il importait de maintenir, pendant la paix et contre l'Allemagne, le premier rang économique et politique de la France en Europe continentale. Alexandre Kojève en est encore au point où le souvenir de l'Allemagne le conduit à imaginer que l'avenir doit être conçu avec des précautions à son égard. La situation se retournera quand l'Allemagne entrera dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier et que sa politique s'inspirera de ce que disait Thomas Mann : « Il faut une Allemagne européenne et non pas une Europe germanique. »

Par ailleurs, Kojève note en 1945, mais cela reste valable à l'époque où nous vivons, que nous assistons à un moment de l'histoire comparable à un tournant décisif. « À l'heure actuelle », écrit Kojève, les États-nations, irrésistiblement, cèdent peu à peu la place aux formations politiques qui débordent les cadres nationaux et que l'on pourrait désigner par le terme d'« Empire ». Pour être politiquement viable, l'État moderne doit reposer sur une vaste union « impériale » de nations apparentées. L'État moderne n'est vraiment un État que s'il est un Empire. Alexandre Kojève soulignera que la France, pour sa part, ne peut pas rester isolée. Si elle pratique l'isolement dans sa politique, elle aura à faire face à une situation, en quelque sorte impossible, entre d'une part le libéralisme bourgeois, d'autre part le socialisme internationaliste, et devra tenir compte de l'Empire anglo-saxon. Dès le départ, en effet, Kojève a souligné que l'Angleterre était liée aux États-Unis et qu'elle garderait ce lien avec les États-Unis, car l'Empire anglo-saxon, c'est-à-dire le bloc politico-économique anglo-



américain, est aujourd'hui la réalité politique, efficace et effective. Il faudra tenir compte de l'existence dans le monde moderne d'un bloc anglo-saxon solidement et intimement uni, tant par son économie que par sa politique. Ce propos mérite d'être largement médité à l'heure actuelle.

Kojève voyait d'une part l'existence de l'Empire anglo-saxon, voire anglo-américain, d'autre part, l'Empire slavo-soviétique. Il craignait que l'Allemagne ne se joigne au premier de ces Empires. Nous pouvons prévoir, disait-il, que l'Allemagne va s'orienter du côté anglo-saxon. Certes, l'adhésion de l'Allemagne à l'Empire slavo-soviétique n'est pas absolument impossible. Mais il est fort peu probable, voire pratiquement exclu, qu'elle se réalise. La position de la France doit être de rechercher entre ces Empires la constitution d'un nouvel empire. L'avenir de la France isolée est donc un statut de dominion plus ou moins camouflé, tel sera aussi le sort des autres nations du bloc occidental si elles s'obstinent à rester dans leur isolement politique national. Vous comprenez pourquoi, dans les années qui ont suivi, Kojève a tenu à participer de la manière la plus efficace, au titre de l'inspiration, à la constitution de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. L'une de ses idées était d'interdire à l'Allemagne la production de l'acier. Le problème a été retourné et l'acier comme le charbon sont devenus des éléments communs de la Communauté du charbon et de l'acier où se trouvaient regroupés les intérêts des différents pays. Enfin, en ce qui concerne la France elle-même, Kojève insiste lui-même sur le danger de ce qu'il appelle la décadence de la France qui contraste totalement avec le passé brillant et glorieux du pays. Le pays continue à vivre sur la base des idées qui furent définitivement élaborées au cours de la Révolution. L'idéal politique officiel de la France et des Français est aujourd'hui encore celui de l'État-nation, de la République une et indivisible. Ce qui compte à ses yeux, c'est que la France se lie aux pays latins, c'est-à-dire à l'Italie et à l'Espagne pour constituer un empire. L'Espagne s'est tenue en dehors de la Communauté économique européenne jusqu'en 1985. Aujourd'hui, les pays de l'Union européenne comprennent ces pays du bloc latin, les pays fondateurs auxquels se joint l'Allemagne. Nous ne pouvons pas dire que la Grande-Bretagne soit totalement dans l'Union européenne. Elle a un pied dedans, un pied dehors. La vision de Kojève n'est pas fautive à cet égard. Encore faut-il que son idée puisse continuer à se matérialiser, à se concrétiser, dans les années à venir. La volonté générale, dit-il, ne peut se former en France qu'autour d'une idée véritablement et réellement efficace. La conscience politique qui implique un sens aigu des réalités est d'une manière générale fondée sur un solide bon sens.

Enfin je terminerai en disant que ce que Kojève voyait d'important dans le bloc latin, c'était les valeurs profondes de ce dernier auquel il était attaché, qui lui paraissaient différentes des principes ou des valeurs qui inspiraient le bloc anglo-saxon, en ce sens que l'Empire latin auquel il pensait défendrait des valeurs spirituelles et intellectuelles que nous ne retrouvons pas dans le bloc anglo-saxon. Il y a dans la pensée de Kojève une référé-

rence à ces valeurs qui m'a toujours paru extrêmement intéressante. Je pourrais continuer longtemps à vous commenter le texte d'Alexandre Kojève. Mais je ne manquerai pas de citer ce dernier propos datant de 1945 : « La formation d'un Empire latin autour de la France rendrait stratégiquement intenable les positions d'une éventuelle marche germanique de l'Empire anglo-saxon. »

Les faits ont évolué en ce sens. Il n'en reste pas moins que l'œuvre est encore inachevée. Ce sont là quelques-unes des vues de Kojève. Vous comprenez pourquoi je les cite. Pendant trente ans, en effet, j'ai été intimement lié au développement de cette politique. Nous nous sommes étonnés que Kojève soit favorable au général de Gaulle. Il n'était ni de gauche, ni de droite. Mais il pensait qu'il fallait que la France puisse se redresser et constituer une force capable de jouer son rôle dans cet Empire latin. Kojève ajoutait qu'il était indispensable de développer nos relations avec les territoires coloniaux qui avaient été les nôtres et que cela était vrai autant pour la France que pour l'Italie et l'Espagne. C'est ce qui fut réalisé à travers les accords de Lomé de la Communauté européenne. Il y a là toute une série d'idées qui ont accompagné au cours des trente dernières années la constitution et le développement de la Communauté européenne d'une part, de l'union européenne d'autre part.

Encore un mot pour finir. C'était en 1949-1950. Alexandre Kojève prépare un article qu'il va publier en octobre 1950 dans la revue *Critique* sous le titre « L'action politique des philosophes ». Après avoir étudié les rapports entre philosophes et gouvernants, il montre qu'il n'y aurait pas de projets historiques et donc pas d'histoire au sens propre du mot si les philosophes ne donnaient jamais de conseils politiques aux hommes d'État ; et que si les hommes d'État ne traduisaient pas un jour par l'action politique quotidienne les conseils des philosophes, il n'y aurait pas de progrès vers la sagesse ou la vérité, donc pas de philosophie au sens précis du terme. Kojève a toujours été dominé par le souci d'apporter une réponse à ce qu'il appelait le conflit de l'intellectuel mis en présence de l'action ou plus exactement de la velléité, voire de la nécessité d'agir. En tous cas, en ce qui le concerne, je me bornerai à dire que dans la Comédie de la vie, Kojève a joué sérieusement.

## Questions posées dans la salle

A : j'aimerais savoir si dans votre lecture du texte de l'« Esquisse d'une doctrine de la politique française », l'« Empire latin » n'incluait pas une vision de Kojève qui allait au moins jusqu'en 2002, dans la mesure où, en conséquence du traité de Rome créateur de l'euro, furent mises en circulation des pièces portant des effigies diverses, parmi lesquelles des pièces à l'effigie de la chouette, et d'autres portant l'effigie du souverain pontife.

*Raymond Barre* : Ce que je voulais faire apparaître, c'était une vision de Kojève. Cela ne signifie pas que tout ce qu'il avait envisagé se soit réalisé. Mais son idée d'avoir un bloc européen était manifeste. Il a travaillé toujours pour cela. Mais ce qui est intéressant dans ce que vous dites est qu'il avait dans son texte, un paragraphe extrêmement important sur le rôle de l'Église catholique. Et il pensait que ce qui était important dans l'Empire latin était que l'Église catholique pourrait y jouer un rôle. Mais ce qui était indispensable, disait-il, c'est que l'Église catholique soit vraiment catholique, c'est-à-dire universelle et œcuménique. L'effort politique et économique fourni par la France en vue de la création d'un Empire latin ne peut pas et ne devrait pas se passer de l'appui de l'Église catholique qui représente une puissance immense quoique difficilement calculable et encore plus difficile à capter. Il faudrait, disait-il, avant tout « désitalianiser » le Vatican.

*B* : Monsieur le Premier ministre, je m'interroge au sujet du terme « anglo-saxon » que vous avez souvent utilisé. J'ai questionné un professeur d'histoire et de sociologie anglaise au sujet de ces Anglo-saxons qui préoccupent beaucoup Alexandre Kojève. La Saxe ne se situe pas en Angleterre. Les Saxons y ont fait une apparition. Mais leur civilisation y a été effacée. Ce professeur m'a répondu que cette idée d'« Anglo-saxons » voulant dire « anti-Latins » remontait à Gibbon qui avait imaginé une super civilisation au sein de laquelle il y avait les gens du Nord un peu protestants et un peu incrédules, par opposition à nous, les Latins. Ce mépris des gens du Nord a pris appui sur ce mot « Anglo-saxon », proposé au xviii<sup>e</sup> siècle et qui eut depuis un succès considérable puisque les rois, à cette époque, et Victoria en faisait partie, étaient d'origine allemande. Depuis plusieurs années, je lutte contre l'utilisation du terme « anglo-saxon ». Monsieur le professeur, vous avez été professeur à Caen. J'ai été votre élève à cette occasion-là. Nous devrions dire « anglo-normand », car la civilisation de l'Angleterre et des États-Unis est une civilisation juridiquement normande. Voilà le préjugé raciste que je viens de découvrir dans les textes de notre ami Kojève. Et c'est la seule critique que j'aurais à faire à sa pensée.

*R. B.* : Il l'aurait volontiers acceptée. Mais n'oubliez pas la situation historique dans laquelle nous sommes. Nous sommes en 1945. Dans les années qui vont suivre, il est certain que nous voyons se constituer un bloc que nous pourrions qualifier d'anglo-américain, si vous voulez que nous écartions les termes « saxons » et « normands ». Il y a un bloc anglo-américain et l'obsession de Kojève est que l'Allemagne soit entraînée à se joindre à ce bloc américain. Pendant longtemps, nous nous sommes posé la question de savoir, pour des raisons d'ailleurs stratégiques, l'orientation que prenait l'Allemagne. L'une des idées fondamentales de la diplomatie française aura été de faire en sorte que l'Allemagne puisse être arrimée aux pays latins et c'est ce qui a permis, avec la conscience des dirigeants allemands, d'arriver à ce qui a été la Communauté européenne puis

l'Union européenne. Nous constatons aujourd'hui que lorsque l'Angleterre hésite à entrer dans l'euro ou que l'Angleterre prend une position différente de celle des pays latins à l'égard des problèmes du Moyen-Orient, c'est quand même le groupe latin qui représente avec l'Allemagne l'élément de base de la politique européenne. Autrement dit, l'erreur de Kojève, si c'est une erreur, aura été de penser que le danger allemand venait de ce qu'il pourrait rejoindre le bloc anglo-américain. Je retire anglo-saxon.

*C* : Question posée par un auditeur sur la notion de « fin de l'histoire » chez Alexandre Kojève.

*R. B.* : Vous savez, des fins de l'histoire, il y en a trois chez Kojève. Il y a la fin de l'histoire Napoléon : Napoléon et le règne universel des principes de la Révolution française.

La deuxième fin de l'histoire, c'est quand il dit, au fond, il y a les États-Unis et la Russie. Les États-Unis sont une fin de l'histoire et la Russie va rejoindre le niveau américain.

Et il y a la troisième fin de l'histoire. C'est le Japon, la découverte de la composante ludique à côté des aspects matériels. Pour Kojève, l'exemple que donne le Japon peut nous conduire à éviter ce que j'appellerai l'animalité de la vie, l'animalité de l'homme. Peut-être aurions-nous intérêt à découvrir un nouvel état de l'histoire, une nouvelle phase de l'histoire après les évolutions qui se sont produites ? La question que nous pourrions nous poser est : est-ce que la mondialisation est la fin de l'histoire, une nouvelle fin de l'histoire ? Pour ma part, je ne le crois pas.

*D* : Lorsque vous parlez, Monsieur le Premier ministre, de la place que Kojève a eue par rapport à la construction de l'Europe, quel rapport avait-il avec Jean Monnet ? Ont-ils travaillé ensemble ?

*R. B.* : Kojève n'a pas eu de rapport direct avec Jean Monnet. En revanche, il a été étroitement en rapport avec Marjolin. N'oubliez pas que Marjolin a été directeur des Relations économiques extérieures au moment où Jean Monnet est nommé commissaire au plan par le général de Gaulle. Marjolin a toujours été très proche de Jean Monnet. Les deux hommes s'étaient connus en Angleterre et aux États-Unis. Je crois donc que c'est par l'intermédiaire de Marjolin, lorsqu'il quitte l'OECE et devient membre de l'équipe française qui prépare le traité de marché commun, que le rapport s'effectue entre Kojève et Monnet. Je crois donc qu'il y a là des liens subtils qui se manifestent. C'est un état d'esprit. Il est intéressant de voir que des hommes aussi différents que Monnet, Marjolin, Clappier, Wormser, vont participer à cet état d'esprit qui en fin de compte est inspiré par un certain nombre d'idées que Kojève instille. Voilà mon interprétation.

*E* : J'ai bien compris que Kojève a été à la fois un homme de pensée et un homme d'action, mais un homme d'action en éminence grise. Alors la question que je serais tenté de poser à Monsieur le Premier ministre est celle-ci : pour un homme de pensée, vaut-il la peine de sortir de l'ombre ?

*R. B.* : Kojève n'était pas dans l'ombre. L'influence qu'il a exercée était reconnue par tous ceux qui participaient à l'action. Autrement dit, il participait à l'action par personne interposée, si vous me permettez cette expression. Je crois que Kojève ne voulait pas sortir de l'ombre. L'ombre, qu'est-ce que c'est ? L'ombre, c'est un Français, ce sont des Français qui parlent. L'ombre, c'est là où il n'y a pas une position administrative ou politique claire. À partir du moment où nous voulons jouer un rôle, il faut avoir une étiquette. Il faut appartenir à un grand corps. Il faut être inspecteur général des finances ou directeur de ministère. Ce n'est pas du tout le tempérament de Kojève. Je trouve que ce qu'il y a de plus intéressant et de plus significatif chez Kojève, c'est qu'il entre à la DREE où il va exercer un rôle considérable comme interprète et chargé de mission et qu'il conservera ce statut administratif tout le temps. Cela ne l'empêche pas d'être traité avec révérence et respect par tous ceux qui suivent ces questions de politiques internationales et d'être considéré sur le même plan qu'eux par le gouverneur de la Banque de France ou le directeur de la DREE. Je crois que ça dépend des tempéraments. Il vaut mieux, dans certains cas, assumer une responsabilité lorsqu'on veut mener une action, mais je crois beaucoup, et c'est le cas pour Kojève, à l'influence de certains esprits qui ne sont pas engagés dans l'action. Car lorsque vous entrez dans l'action, vous y êtes totalement engagé. La question est de savoir si vous garderez votre capacité de réflexion et même aboutir plus loin, si vous pouvez y aller, au-delà de la réflexion, à la conceptualisation. Je peux vous dire que dans l'action, c'est très difficile d'atteindre ce but. Kojève voyait très bien l'intérêt qu'il y avait de participer aux négociations qui lui étaient confiées, mais en même temps, il gardait du recul. Je crois que cela, c'est très important.